

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/KOR/25

19 octobre 2004

(04-4396)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponse de la CORÉE aux questions des COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES¹ et des ÉTATS-UNIS² concernant la nouvelle notification complète de la CORÉE³

La communication ci-après, datée du 15 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Corée.

Réponses aux questions des COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. **Réduction des impôts locaux frappant la construction et l'acquisition de navires de ligne internationaux et de navires de pêche hauturière**

Question

Cette subvention n'est-elle disponible que pour les navires construits en Corée ou l'est-elle également pour les navires importés?

Réponse

Cette subvention est disponible non seulement pour les navires construits en Corée, mais également pour les navires importés.

2. **Soutien aux entreprises à participation étrangère**

Question

Quels sont les critères d'admissibilité au bénéfice de ce programme? Des conditions liées aux exportations sont-elles attachées à ce programme?

¹ G/SCM/Q2/KOR/23.

² G/SCM/Q2/KOR/24.

³ G/SCM/N/95/KOR.

Réponse

Critères d'admissibilité

1. Les entreprises de services à participation étrangère qui soutiennent d'autres branches de production ou utilisent des technologies de pointe.

- On entend par "technologies de pointe" des technologies qui sont peu développées en Corée ou qui ne le sont pas du tout.
- On entend par "entreprises de services qui soutiennent d'autres branches de production" des entreprises de services à forte valeur ajoutée qui soutiennent le développement d'autres branches de production, y compris les industries manufacturières.
- Exonérations et réductions
 - Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les sociétés: exonération totale pendant les cinq premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes.
 - Impôts locaux: exonération totale pendant les cinq premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes (les autorités locales peuvent étendre la période d'application jusqu'à 15 ans).
 - Droits de douane, droit d'accise spécial, taxe sur la valeur ajoutée: exonération totale pendant trois ans sur les biens d'équipement importés par des entreprises à participation étrangère.

2. Les entreprises à participation étrangère qui opèrent dans les zones franches économiques, les zones de libre-échange, les zones d'investissement étranger.

Impôt		Zone franche économique	Zone de libre-échange	Zone d'investissement étranger
Exonérations et réductions	Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les sociétés	Exonération totale pendant les trois premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes	Exonération totale pendant les trois premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes	Exonération totale pendant les cinq premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes
	Impôts locaux	Exonération totale pendant les trois premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes (les autorités locales peuvent étendre la période d'application jusqu'à 15 ans)	Exonération totale pendant les trois premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes (les autorités locales peuvent étendre la période d'application jusqu'à 15 ans)	Exonération totale pendant les cinq premières années, réduction de 50 pour cent pendant les deux années suivantes (les autorités locales peuvent étendre la période d'application jusqu'à 15 ans)

Impôt		Zone franche économique	Zone de libre-échange	Zone d'investissement étranger
	Droits de douane	Exonération totale pendant trois ans sur les biens d'équipement importés	Exonération totale pendant trois ans sur les biens d'équipement importés	Exonération totale pendant trois ans sur les biens d'équipement importés
	Droit d'accise spécial, taxe sur la valeur ajoutée			
Conditions d'application	Activités manufacturières	10 millions de dollars ou plus	10 millions de dollars ou plus	30 millions de dollars ou plus
	Activités touristiques	10 millions de dollars ou plus	10 millions de dollars ou plus	10 millions de dollars ou plus
	Activités logistiques	5 millions de dollars ou plus	5 millions de dollars ou plus	10 millions de dollars ou plus
	R-D	-	-	5 millions de dollars ou plus
	Activités de développement de l'infrastructure collective et sociale	-	-	1 million de dollars ou plus

Conditions liées aux exportations: néant.

3. Réduction des droits de douane sur les parties d'aéronefs

Question

Il est indiqué que l'objectif de la subvention est d'encourager l'importation des parties d'aéronefs non fabriquées en Corée et de diminuer les coûts de production. La Corée peut-elle indiquer quels sont les critères d'admissibilité et préciser quels impôts sont réduits, et à quel taux?

Réponse

Critères d'admissibilité: les parties d'aéronefs importées aux fins de fabrication ou de réparation par des personnes qui fabriquent ou réparent des aéronefs.

Taux de réduction: réduction de 100 pour cent des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Réponses aux questions des ÉTATS-UNIS⁴

I. SYLVICULTURE

Programme d'aide à l'utilisation des produits de la sylviculture

Question

Veillez fournir davantage de renseignements sur les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier de ce programme. En particulier, quelles industries peuvent bénéficier de cette aide? Les producteurs de pâtes chimiques de bois peuvent-ils prétendre à des subventions au titre de ce programme?

Réponse

Le Programme d'aide à l'utilisation des produits de la sylviculture accorde une aide sous forme de prêts aux entreprises qui ont besoin de fonds pour acheter des matières premières et remplacer ou agrandir des installations de transformation et d'utilisation du bois vétustes (y compris les panneaux, tels que les panneaux de particules et les panneaux de fibres).

Les producteurs de pâtes chimiques de bois ne sont pas visés par le programme et n'ont jamais reçu d'aides au titre de celui-ci.

II. PECHE

A. Soutien au développement de la pêche hauturière

B. Soutien à la pêche

C. Réduction des impôts locaux pour la construction et l'acquisition de navires de pêche hauturière

Question

Veillez expliquer dans quelle mesure le soutien accordé dans le cadre des programmes indiqués ci-dessus contribue à la création de capacités dans le secteur de la pêche ou à leur maintien. Plus précisément, comment des facteurs tels qu'une offre excédentaire et une surcapacité sont-ils pris en compte pour déterminer le montant du soutien accordé à l'industrie de la pêche au titre de ces programmes?

Réponse

A. Soutien au développement de la pêche hauturière

Le soutien au développement de la pêche hauturière est un programme de prêts à court terme d'une durée inférieure à un an au titre duquel les détenteurs de permis de pêche hauturière peuvent bénéficier d'un prêt pour leurs activités. Le gouvernement ne tient pas particulièrement compte de l'état des stocks de poissons ni de la taille de la flotte pour fixer le montant de la subvention.

Depuis quelque temps, la Corée non seulement applique une politique de gel du nombre de navires de pêche hauturière, mais réduit également la taille globale de la flotte. Entre 1998 et 2003, la

⁴ G/SCM/Q2/KOR/24.

Corée a désarmé 21 navires de pêche hauturière. En outre, les capacités de pêche hauturière sont réglementées soit dans le cadre d'arrangements bilatéraux concernant l'accès aux pêcheries, soit par des organismes régionaux de gestion de la pêche.

Cette diminution du nombre de navires de pêche hauturière a entraîné une forte baisse du nombre de demandes de prêts. De plus, la réduction de l'écart entre les taux d'intérêt du marché et les taux bonifiés due à la chute des taux d'intérêt du marché a réduit l'avantage réel offert par le programme, ce qui a réduit le nombre des demandes. Les prêts en eux-mêmes n'ont donc pas d'effet direct sur les capacités de pêche et les incidences qu'ils pourraient avoir à cet égard seraient très faibles.

B. Soutien à la pêche

Récemment, l'écart entre les taux d'intérêt du marché et les taux bonifiés s'est réduit, ce qui a réduit aussi les avantages réels découlant des prêts. Plus ces avantages réels se réduisent, plus l'incidence des efforts de pêche ou de la surproduction diminue.

Si l'on constate que le bénéficiaire se livre à des pratiques de pêche illicites, il est mis fin au prêt, ce qui encourage une pêche durable.

C. Réduction des impôts locaux pour la construction et l'acquisition de navires de pêche hauturière

Conformément à l'article 284 de la Loi sur les impôts locaux, un crédit d'impôt de 50 pour cent sur la taxe à l'achat et sur l'impôt sur la propriété est accordé pour la construction ou l'acquisition de navires de pêche hauturière qui remplaceront les navires vétustes ou les navires qui ont fait naufrage ou brûlé.

On pourrait penser que le crédit d'impôt accordé pour les navires de pêche hauturière augmenterait la capacité de pêche. Toutefois, le taux de la taxe à l'achat (0,3 pour cent) et le taux de l'impôt sur la propriété (0,2 pour cent) ne sont pas très élevés et l'aide accordée dans le cadre de ce programme est en diminution (24 milliards de KRW pour 2001, 9,8 milliards de KRW pour 2002), en raison de la politique récente de réduction et de gel de la flotte de pêche hauturière.

La Corée, en tant que pays pratiquant une pêche responsable, est membre actif de 18 organismes régionaux de gestion de la pêche, tels que la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO) et la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). Les mesures de conservation adoptées par ces organismes régionaux et les conditions d'accès fixées par les États riverains qui sont parties à des arrangements bilatéraux concernant l'accès aux pêcheries constituent pour la Corée un autre moyen de régulation de la capacité de pêche hauturière.

La contribution de la réduction des impôts locaux à l'augmentation de la capacité de pêche serait donc minime.

D. Autres programmes pour le secteur de la pêche

Question

La Corée maintient-elle des programmes de subventions, qui ne seraient pas pleinement décrits dans sa notification et seraient gérés soit par le gouvernement central soit par des gouvernements infranationaux, pour l'un ou l'autre des types d'aide énumérés ci-après? Dans

l'affirmative, veuillez fournir tous les renseignements pertinents conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions.

- **Remplacement des navires et du matériel de pêche vétustes**
- **Soutien aux pêcheurs et aux nouveaux pêcheurs**
- **Fonds de soutien au développement de la pêche**
- **Fabrication de nouveaux filets de pêche**
- **Aide en matière d'assurance, de risque et de catastrophe**
- **Prêts et autres aides aux coopératives de pêche**
- **Aide directe à la vente/à la commercialisation**
- **Aide à l'amélioration du système de distribution**
- **Mise au point de nouveaux produits halieutiques et marins**
- **Soutien aux exportations**
- **Prêts du Fonds pour la pêche et autres aides**
- **Autres prêts pour les activités liées à la pêche (par exemple, conchyliculture, mareyeurs, distributeurs de produits de la pêche en milieu rural, autres distributeurs de produits alimentaires, entreprises de transformation, fabricants de filets de pêche, pisciculture, installations piscicoles)**
- **Réduction de la flotte de pêche**
- **Développement de l'aquaculture**
- **Carburant détaxé**
- **Infrastructure de distribution du carburant**
- **Recherche-développement**
- **Construction de ports de pêche**
- **Développement des villages de pêcheurs**
- **Exonérations fiscales pour le matériel de pêche**

Réponse

Les renseignements qui suivent sont communiqués à l'OMC en réponse aux questions posées par les États-Unis, dans un souci de transparence. Il devrait être clair que la communication de ces renseignements ne modifie en rien la position de la Corée sur ce que celle-ci est tenue de notifier à l'OMC.

Remplacement des navires et du matériel de pêche vétustes

- Le nombre d'accidents concernant les navires de pêche représente environ 66 pour cent du nombre total des accidents de mer en Corée. Afin de protéger la vie et d'assurer la sécurité des équipages des navires de pêche en cas d'accidents et de faire avancer ainsi la protection sociale, la Corée a mis en place un programme d'aide pour remplacer les navires vétustes par des navires neufs.

- Afin de réduire au minimum les effets négatifs éventuels sur les ressources halieutiques, ce programme est assorti de conditions d'admissibilité rigoureuses. Seuls les navires vétustes de faible tonnage – ceux qui jaugeant moins de 10 tonneaux de jauge brute et ont plus de 16 ans – peuvent bénéficier de ce programme. Il est interdit d'utiliser les fonds mis à disposition dans le cadre de ce programme pour augmenter le tonnage du navire.
- Les navires utilisés pour la pêche intensive, qui sont actuellement visés par des politiques de réduction de la flotte, ne peuvent pas bénéficier de ce programme. Le gouvernement tient compte de la capacité de pêche totale dans la mise en œuvre du programme.

Soutien aux pêcheurs et aux nouveaux pêcheurs: néant

Fonds de soutien au développement de la pêche

- Afin de protéger les stocks de poissons et de réaliser un développement durable, la Corée a mis en place des programmes de développement des pêcheries. Ces programmes comprennent le système de fixation de totaux admissibles de capture (TAC), la pêche axée sur la gestion des ressources, la construction de récifs artificiels, l'élevage d'alevins en écloserie et le relâchage dans la mer des alevins ayant atteint la taille d'un doigt ("fingerlings").
- Ces programmes visent à protéger et à exploiter les ressources naturelles de manière appropriée.

Fabrication de filets de pêche: néant

Aide en matière d'assurance, de risque et de sinistres

- Le gouvernement coréen prend partiellement en charge les primes d'assurance des équipages des navires de pêche, qui sont plus exposés que ceux qui travaillent à terre, et contribue ainsi à protéger leur vie et à assurer leur sécurité.
- L'aide accordée dans le cadre de ce programme est destinée à assurer la protection sociale des équipages de navires de pêche; les bénéficiaires en sont les équipages des navires de cabotage et des navires de pêche hauturière.
- Ce programme offre une assurance analogue aux autres assurances contre les accidents du travail, mais il est administré de manière distincte en tenant compte des spécificités du secteur de la pêche.

Prêts et autres aides aux coopératives de pêche

- À l'exception des aides publiques accordées à la Fédération nationale des coopératives de pêche dans le cadre du programme global de restructuration financière du pays qui s'applique à toutes les branches de production en Corée, aucune aide financière n'a été accordée à cette fédération.

Aide directe à la vente/à la commercialisation: néant

Aide à l'amélioration du système de distribution

- Une aide est accordée à l'amélioration du système de distribution afin de moderniser les systèmes de commercialisation qui sont anciens et inefficaces et de renforcer l'infrastructure locale.

- Ce programme vise à la modernisation du système traditionnel.

Mise au point de nouveaux produits de la pêche et autres produits de la mer: néant

Soutien aux exportations: néant

Prêts du Fonds pour la pêche et autres aides

- Cela semble faire référence au "Soutien à la pêche".
- Prière de vous reporter à l'explication concernant le "Soutien à la pêche" qui a déjà été notifié (G/SCM/N/95/KOR).

Autres prêts pour les activités liées à la pêche

- Certains de ces prêts semblent être inclus dans le "Soutien à la pêche".
- Prière de vous reporter à l'explication concernant le "Soutien à la pêche" qui a déjà été notifié (G/SCM/N/95/KOR).

Réduction de la flotte de pêche

- Depuis 1994, la Corée réduit l'ensemble de sa flotte de pêche pour promouvoir une pêche durable en réduisant l'effort de pêche. Le rachat des navires de pêche accompagne le retrait des permis et le navire désarmé est mis à la ferraille, ce qui évite qu'il ne reprenne la mer et augmente la capacité de pêche.
- Entre 1994 et 2003, 2 555 navires susceptibles de provoquer l'épuisement des stocks ont été désarmés et mis à la ferraille dans le cadre de ce programme.

Développement de l'aquaculture

- Prière de vous reporter à l'explication concernant le "Soutien au développement de l'aquaculture" qui a déjà été notifié (G/SCM/N/95/KOR).

Carburant détaxé

- La "taxe sur les carburants" qui frappe l'essence et le diesel ("taxe de transport" et "taxe sur le carburant automobile") en Corée est une taxe d'affectation spéciale visant à créer une source de revenus spécifique pour la construction d'autoroutes ou de voies de chemin de fer reposant sur le principe du juste retour. De ce point de vue, il est logique que le carburant utilisé à des fins autres que la construction d'autoroutes, comme l'agriculture ou la pêche, ne soit pas taxé. Par conséquent, l'exonération de la taxe sur les carburants pour le secteur de la pêche n'est pas une subvention.

Infrastructure pour la distribution du carburant

- Étant donné que la Corée n'est pas un pays producteur de pétrole, le gouvernement prend à sa charge une partie des dépenses liées à la construction d'infrastructures d'entreposage de carburant pour assurer la stabilité de l'approvisionnement en pétrole.

Recherche-développement

- La Corée mène des activités générales de recherche-développement dans le secteur de la pêche en vue de promouvoir une pêche durable.

Construction de ports de pêche

- Le gouvernement accorde une aide pour la construction de ports de pêche afin d'assurer la sécurité du transport des insulaires et d'offrir des activités de loisir aux habitants des villes, en même temps qu'un amarrage sûr pour les navires de pêche. Les ports de pêche abritent donc aussi bien des navires de pêche que des paquebots, des cargos et des navires de plaisance. De ce point de vue, la construction de ports de pêche est considérée comme un projet d'infrastructure générale destiné à assurer le développement équilibré du pays.

Développement des villages de pêcheurs

- La Corée mène des projets visant à favoriser la stabilité des communautés de pêche en améliorant leur cadre de vie, y compris l'infrastructure sociale. Ce type de projets vise non seulement les communautés de pêche, mais aussi d'autres communautés régionales.

Exonérations fiscales pour le matériel de pêche

- Certains types de matériel de pêche sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée. En Corée, les produits agricoles ou les produits de la pêche ne sont pas soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Par conséquent, afin d'assurer un régime de taxation équitable, le gouvernement n'impose pas de taxe sur la valeur ajoutée aux produits intermédiaires tels que le matériel de pêche utilisé pour les activités correspondantes.
- Il s'agit d'une mesure corrective, visant à instaurer l'égalité devant l'impôt pour les différentes branches de production et non, par conséquent, d'une subvention accordée au secteur de la pêche dans un but spécial, ni d'un traitement particulier de ce secteur.

III. ENVIRONNEMENT ET RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT**Soutien au développement de matériel et de technologies de recyclage****Question**

S'agissant du soutien au développement de matériel et de technologies de recyclage, étant donné que les fabricants de papier peuvent utiliser du papier recyclé pour fabriquer leurs produits, veuillez indiquer s'ils sont admis à participer à ce programme.

Réponse

Les fabricants de papier qui fabriquent du papier recyclé à partir de vieux papiers font partie de l'industrie du recyclage en tant que fabricants déclarés de produits de recyclage (y compris le recyclage du papier) au titre de l'article 44-2 de la Loi sur la gestion des déchets, et en tant qu'exploitants désignés d'entreprises de recyclage (y compris les fabricants de papier) au titre de l'article 23 de la Loi sur la promotion des économies de ressources et du recyclage des ressources.

Par conséquent, les fabricants de papier qui fabriquent du papier recyclé à partir de vieux papiers sont admis à participer au programme de soutien au développement de matériel et de technologies de recyclage.

IV. AUTRES SECTEURS

A. Soutien à l'industrie des semi-conducteurs

Question

Selon les données disponibles, le gouvernement de la République de Corée alloue des fonds de R-D d'un montant important pour les "moteurs de croissance de la prochaine génération". Dans le cadre de ce programme, des fonds sont affectés à la mise au point de la prochaine génération de semi-conducteurs. Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie a par ailleurs annoncé qu'il allait allouer 7 milliards de won à la mise au point de matériaux et dispositifs semi-conducteurs. Veuillez indiquer si les fonds destinés à la mise au point de semi-conducteurs de la prochaine génération ont été inscrits au budget. Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi ces programmes ne sont pas soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. S'ils sont soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

Réponse

On ne sait pas encore très bien si les programmes pourront être mis en œuvre et quelles ressources leur seraient allouées.

B. Financement de l'achat de matières premières

Question

Le gouvernement coréen a annoncé récemment la mise en place de plusieurs programmes de prêts à faible taux d'intérêt pour faciliter l'achat de matières premières par les entreprises. La mise en place de ces programmes a été annoncée en raison de l'augmentation des prix de certaines matières premières liée à la demande de ces matières premières par la Chine. Toutefois, la plupart des programmes étaient destinés aux PME. Veuillez indiquer si ces programmes ont été mis en œuvre. Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi ces programmes ne sont pas soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. S'ils sont soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

Réponse

Ce programme a démarré en mars 2004 et il ne relève donc pas de la présente notification qui porte sur la période 2001–2002.

C. Subventions à l'investissement

Question

Le Ministère des finances et de l'économie a indiqué que les investisseurs étrangers bénéficieraient de subventions d'un montant égal à 15 pour cent de leur investissement dans le pays. Les facteurs à prendre en compte pour déterminer le montant exact de la subvention accordée sont le type d'industrie, le lieu d'implantation et le nombre d'emplois créés. Ce programme a-t-il été mis en œuvre? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi ce programme n'est pas soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. S'il est soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

Réponse

Ce programme a démarré en mai 2004 et il ne relève donc pas de la présente notification qui porte sur la période 2001–2002.

D. Subventions au secteur du papierQuestion

La Corée maintient-elle des programmes de subventions, qui ne seraient pas pleinement décrits dans sa notification et seraient gérés soit par le gouvernement central soit par des gouvernements infranationaux, pour l'un ou l'autre des types d'aide énumérés ci-après? Dans l'affirmative, veuillez fournir tous les renseignements pertinents conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions.

- **Aide aux fabricants de papier pour l'implantation d'installations dans la zone/les parcs industriels de Kunsan**
- **Prêts à faible taux d'intérêt ou autres aides aux fabricants de papier pour l'exploitation de forêts/régions boisées à l'étranger dans le cadre de la "Loi sur la mise en valeur de ressources à l'étranger"**
- **Prêts aux fabricants de papier dans le cadre du Fonds pour la base industrielle**
- **Aide aux fabricants de papier dans le cadre du programme de prêts aux industries d'exportation**
- **Rachat par la Société coréenne de gestion d'actifs (KAMCO) des créances douteuses du fabricant de papier Shinho**
- **Prêts accordés par la Banque industrielle de Corée au fabricant de papier Kyesung**
- **Programmes de "réaménagement de la dette" destinés aux fabricants de papier Shinho et Kyesung.**

Réponse**Aide aux fabricants de papier pour l'implantation d'installations dans la zone/les parcs industriels de Kunsan**

- Aucune aide n'a été accordée aux fabricants de papier pour l'implantation d'installations dans la zone industrielle de Kunsan. Aucun fabricant de papier n'est d'ailleurs actuellement implanté dans cette zone.

Prêts à faible taux d'intérêt ou autres aides aux fabricants de papier pour l'exploitation de forêts/régions boisées à l'étranger dans le cadre de la "Loi sur la mise en valeur de ressources à l'étranger"

- La Corée accorde des prêts à faible taux d'intérêt pour l'exploitation de plantations à l'étranger dans le cadre de la "Loi sur la mise en valeur de ressources à l'étranger". Toutefois, aucun fabricant de papier n'a bénéficié de prêts à ce titre.

Prêts aux fabricants de papier dans le cadre du Fonds pour la base industrielle

- Les prêts accordés dans le cadre de ce Fonds ne sont pas spécifiques car ils sont octroyés à tous les types d'entreprises qui remplissent les conditions requises par le Fonds.

Aide aux fabricants de papier dans le cadre du programme de prêts aux industries d'exportation

- Aucune aide n'a été accordée aux fabricants de papier dans le cadre du programme de prêts aux industries d'exportation.

Rachat par la Société coréenne de gestion d'actifs (KAMCO) des créances douteuses du fabricant de papier Shinho

- La Société coréenne de gestion d'actifs (KAMCO) rachète des créances douteuses au prix du marché à la demande des établissements financiers. Le prix est déterminé dans le cadre de négociations avec les établissements financiers concernés compte tenu des critères de rachat établis par KAMCO ou de l'évaluation d'autres associations tierces sur une base commerciale.
- KAMCO a racheté les créances douteuses du fabricant de papier Shinho en décembre 2001 et en juin 2002, à la demande des établissements financiers concernés. Toutefois, le gouvernement coréen n'est pas intervenu dans le processus et il n'a pas accordé d'aide.

Prêts accordés par la Banque industrielle de Corée au fabricant de papier Kyesung

- Aucun prêt n'a été accordé par la Banque industrielle de Corée au fabricant de papier Kyesung.

Programmes de "réaménagement de la dette" destinés aux fabricants de papier Shinho et Kyesung

- L'aide accordée par des établissements financiers au fabricant de papier Shinho sous la forme de bonification d'intérêt et de conversion de créances en prises de participation vise à obtenir un recouvrement maximal des dettes dans le cadre du programme de réaménagement de la dette sur une base commerciale et volontaire. Par conséquent, aucune subvention n'a été accordée par le gouvernement.
 - Le fabricant de papier Kyesung a été placé sous administration judiciaire en raison d'une crise de gestion temporaire en 1994, crise qui a pris fin en février 2000. Le gouvernement n'a pas accordé d'aide financière au fabricant de papier Kyesung.
-